



Le secteur de l'Aide, de l'Accompagnement et des soins à domicile en détresse

Les français se sont exprimés lors des élections législatives. Ils ont clairement rejeté la politique d'austérité de ce gouvernement qui ne profite qu'aux riches et aux privilégiés.

Un gouvernement désigné contre le résultat des urnes qui se permet en plus de pratiquer l'austérité pour les malades, les précaires, les soignants et tous les secteurs de l'aide à domicile. Le PLFSS 2025 constitue une étape supplémentaire dans la destruction de notre modèle social.

Il détricote la protection sociale en favorisant le système marchand. De nombreuses structures sont impactées par des redressements judiciaires et des licenciements. La branche de l'aide de l'accompagnement et des soins à domicile est elle aussi touchée au détriment des salariés et usagers.

Notre pays fait face à court et moyen terme à une vague massive de destruction de l'emploi. Les luttes se multiplient, s'opposant aux vagues de licenciement et aux projets qui jettent toujours plus de travailleuses et travailleurs dans la précarité et dans la pauvreté.

Alors que le gouvernement ne cesse de répéter qu'il veut un virage domiciliaire, nous exigeons des actes forts et qu'il assume sa responsabilité en dotant le secteur de moyens et de la reconnaissance dont il a besoin.

Les conditions de travail des professionnels sont indignes ainsi que pour les bénéficiaires, et plus globalement pour tous ceux qui auront, un jour, besoin qu'on les prenne en charge dans le respect et la dignité.

Nos missions sont essentielles avec une population vieillissante. Nous avons besoin de moyens, de reconnaissance, de statuts solides et de garanties salariales.

Les revendications de la CGT

La reconnaissance des métiers de l'aide, de l'accompagnement et des soins à domicile.

La prise en compte de la pénibilité de nos métiers.

La revalorisation des salaires et des indemnités kilométriques.

L'amélioration des conditions de travail.

Une formation initiale avant les premières interventions

La prise en compte de tous les frais professionnels

La CGT appelle à une mobilisation nationale, à des débrayages et des grèves en région le 12 décembre 2024.